

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 10 décembre 2024

Deux remarques en guise d'introduction à cette causerie.

1- Quand on aborde la situation politique d'un pays, avant toute chose, avant de chercher à comprendre ou interpréter quoi que ce soit, on doit se demander quel est son niveau de développement économique : S'agit-il d'une grande puissance impérialiste, d'une ancienne puissance coloniale, d'un vieux pays capitaliste, d'un petit ou d'un grand pays émergent, d'un pays demeuré sous-développé, d'un pays riche en matières premières, en énergie fossiles, en terres rares, en minerais.

On doit également tenir compte du rapport de son Etat à la propriété privée des moyens de production, quel rapport l'Etat entretient avec les différentes classe, quel est leur niveau de développement, quelle est la répartition de la population au sein des classes dans ce pays, quelle importance ont-elles sur le plan économique, etc.

Ensuite seulement, on peut aborder les questions politiques relatives à ce pays, ses institutions et son gouvernement, leur fonctionnement, leur rapport aux différentes classes, etc.

Si on ne prend pas cette précaution, si on ignore tous ces facteurs, si on ne procède pas dans cet ordre, on a une chance sur deux de croire ou raconter n'importe quoi, de se faire manipuler par le premier bon parleur venu.

2- S'agissant de ce qui vient de se produire en Syrie.

Vous aurez remarqué que de part et d'autre, les différents acteurs politiques ont affirmé qu'ils avaient été surpris par la tournure qu'avaient pris les événements, la rapidité avec laquelle le pouvoir syrien était tombé, à les entendre personne ne s'y attendait. Faut-il les croire ? Quelle est la part de vérité et de mensonge dans leur récit ?

Qu'ils aient été pris de court par les évènements, on veut bien le croire, quoique.

Ils n'étaient pas sans ignorer ce qui se tramait à la frontière de la Turquie, où était amassé plus de 100.000 mercenaires lourdement armés près à fondre sur Damas. Ils savaient que la Russie avait l'esprit ailleurs, en Ukraine, un faux prétexte en fait, que les Iraniens avaient abandonné ou trahi les Libanais et les Palestiniens, que les Irakiens avaient fait de même, que le Hezbollah trop affaibli n'était plus en mesure d'intervenir en Syrie, les factions palestiniennes armées non plus.

Ils savaient aussi que la situation économique et sociale en Syrie était catastrophique, et que par conséquent le soutien du peuple syrien à Bachar al-Assad s'était érodée, que l'armée syrienne était profondément démoralisée et pour ainsi dire démobilisée après 13 ans de guerre et plus de 250.000 morts dans ses rangs.

Ils savaient que le pouvoir en place était pour ainsi complètement isolé, sans défense en cas d'agression ou d'offensive soudaine, elle ne rencontrerait aucune résistance ou presque, et cette fois personne ne volerait à son secours pour le sauver.

Bref, tous savaient que la situation de la République arabe syrienne était désespérée et que la situation politique régionale n'était pas en sa faveur, tout cela, tous le savait, à Washington, Moscou, Pékin, Londres, Paris, Berlin, et bien sûr à Ankara et à Tel-Aviv qui avaient préparé minutieusement cette attaque avec la participation de la CIA et du Pentagone entre autres.

Donc tous ces acteurs politiques mentent, les uns parce qu'ils souhaitaient ce dénouement tragique, les puissances occidentales, les autres, les soi-disant alliés de la Syrie, parce qu'ils avaient pris la décision de le laisser se produire et ils ne souhaitaient pas que cela se sache. Car, quand on observe ce qui s'est passé depuis 13 ans, on s'aperçoit qu'aucun Etat parmi les prétendus alliés de la Syrie n'a participé à la reconstruction de ce pays, aucun n'a osé braver le blocus instauré par les Américains et l'UE contre la Syrie, alors que financièrement ils en avaient largement les moyens, ils ont volontairement laissé périliter l'économie syrienne, pourrir la situation sociale, sachant qu'un jour ou l'autre cela s'avèrerait fatal à la République arabe syrienne.

Il ne faut donc prendre avec une extrême prudence tout ce qu'on nous raconte sur ce drame que vit le peuple syrien.

RFI - Il est néanmoins clair qu'Ankara avait connaissance, bien avant son déclenchement, des intentions du groupe islamiste Hayat Tahrir al-Sham et des autres rebelles qui ont mené l'assaut et leur a accordé une forme de feu vert. Il apparaît tout aussi clair que Recep Tayyip Erdogan n'avait pas prévu – ni même espéré – que l'Histoire s'accélère à ce point. Le chef de l'État turc, moins idéologue que pragmatique, s'est adapté comme les autres au cours des événements et tente désormais de les tourner à son avantage. RFI

BFMTV - Lors d'un point presse tenu lundi 9 décembre depuis Moscou, le porte-parole du Kremlin, Dmitri Peskov, a reconnu avoir été "*surpris*" par l'offensive éclair des rebelles en Syrie qui a provoqué le départ du dictateur Bachar al-Assad.

"*Le monde entier a été surpris par ce qui s'est passé*" en Syrie. "*Nous ne faisons pas exception*", a-t-il dit. BFMTV

- Le chef du Kremlin a joué la carte de la diplomatie en échangeant avec son homologue turc, Recep Tayyip Erdogan, auprès de qui il a insisté sur "*l'importance cruciale d'une coordination étroite*" entre Russie, Turquie et Iran "*pour normaliser la situation en Syrie*".

Si la Turquie a balayé l'idée d'une "*quelconque ingérence étrangère*" dans l'offensive, lundi, reste que le pays est un fidèle soutien de factions rebelles. "*Depuis 2011, la Turquie finance, entraîne et ouvre ses portes à l'opposition syrienne. Il y a au moins 75 à 100 000 combattants armés et financés par la Turquie*" dans les rangs des rebelles, juge Adel Bakawan. FranceInfo 9 décembre 2024

- Le chef de la diplomatie iranienne a fait savoir que des contacts indirects ont lieu entre Washington et Téhéran au sujet de la Syrie. RT 9 déc. 2024

Pour revenir au point n°1.

La plupart des régimes qui étaient en place en 2001 au Moyen-Orient, et qui ont été renversés par l'OTAN ou ses mercenaires, étaient en fait des républiques laïques dans des pays demeurés sous-développés sur le plan économique, en dehors des secteurs liés à l'exploitation d'hydrocarbures ou à l'exportation, où se côtoyaient parfois des structures sociales à la fois moderne ou de types occidentales, et d'autres principalement agraires ou pastorales de types archaïques ou féodales, voire tribales comme en Lybie, de sorte qu'il était difficile de les faire cohabiter ensemble ou d'établir une sorte de consensus national. Si le pouvoir avait été remis aux différents acteurs économiques ou factions en présence, elles auraient passé leur temps à se faire la guerre. Il fallait donc impérativement que l'un des clans de la bourgeoisie locale se hisse au-dessus des autres et gouverne en satisfaisant au mieux les intérêts des uns et des autres, quitte à s'octroyer des pouvoirs politiques qui pourraient apparaître antidémocratiques à des observateurs étrangers ou occidentaux, alors que c'était à ce stade, le seul moyen pour garantir la cohésion de ces nations.

Il faut avoir à l'esprit que les masses de ces pays n'ont pas acquis le niveau de conscience politique et les connaissances des masses occidentales, elles sont demeurées très arriérées, elles ont été soumises au pire obscurantisme qui soit depuis leur naissance, essentiellement religieux, même si elles se déplacent en véhicules à moteur ou tiennent à la main un smartphone, cela ne veut strictement rien dire ou ne prouve rien.

Si vous vous plaignez du degré d'ignorance des masses en France, dites-vous bien que vous ne supporteriez pas de vivre à leurs côtés dans tous les pays encore sous-développés. Pourquoi ? C'est très simple à comprendre, parce que neuf fois sur dix il n'y a absolument rien de logique dans leur comportement, pas une trace, c'est juste un constat, je précise. Dans ces conditions, ne trouveriez-vous pas dangereux de leur confier le pouvoir, de les laissez décider votre sort ? Il faut peut-être le vivre au quotidien pour le croire.

C'est ainsi par exemple que j'évite de confier le moindre pouvoir à ma compagne indienne, j'évite qu'elle prenne seule des décisions. Elle a déjà failli à plusieurs reprises foutre le feu ou faire sauter la baraque, entre autres, elle fait en moyenne une à trois « conneries » par jour, du coup je dois tout superviser, et si j'ai le malheur d'oublier quelque chose, il arrive une tuile, c'est systématique. Si je vous dis que c'est général en Inde, vous n'allez pas me croire, et pourtant je n'exagère pas du tout. Voilà pourquoi il m'arrive aussi d'être à bout de nerf, car j'intériorise tout ou presque. Ils n'y sont pour rien, on n'a pas le même niveau de développement ou le même mode de pensée, si je ne le supporte pas, je n'ai qu'à rentrer en France.

Il y en a parmi nous qui s'en prennent aux dirigeants occidentaux, parce qu'ils veulent imposer « la démocratie » dans tel ou tel pays. Mais ceux qui se réjouissent de la chute de la Libye, de l'Irak, de la Syrie que font-ils ? La même chose qu'eux ou ils ne valent pas mieux, ils sont complices du chaos, de la terreur et de la barbarie qui règnent dans ces pays.

Demandez donc à tous ces peuples ce qu'ils en pensent au lieu de penser à leur place, vous serez surpris de leur réponse, alors commencez par balayer devant votre porte et par chasser Macron !

Ce qu'en pense le peuple syrien ?

Si les médias n'ont pas encore été foutus de fournir la moindre image d'un rassemblement de masse en Syrie en faveur des barbares au pouvoir, c'est parce qu'il n'y en a pas eu.

- Plusieurs dizaines de personnes ont rallié le centre de Damas pour célébrer la chute du régime.

Sur une autre place publique dans le centre de Damas, sous les cris de « *Allah Akbar* » (« *Dieu est le plus grand* ») lancés à la volée pour exprimer la joie de la foule. AFP

J-C - Quant aux Syriens qui ont manifesté leur « *joie* » à Paris, Londres ou Berlin, il faut les renvoyer en Syrie par les premiers charters !

Mes commentaires publiés par un blog.

- La désillusion sera cruelle, et ce n'est qu'un début pour tous ceux qui avaient misé sur la Russie, la Chine, les Brics et « *l'axe de la résistance* », qui n'ont jamais représenté les intérêts des peuples opprimés, pour peu qu'on veuille bien se pencher sur leur nature ou prendre en compte leur origine sociale.

Mais pour cela, il faut se situer sur le terrain de la lutte des classes, ce qui permet de distinguer au premier coup d'œil dans quel camp se situent les différents acteurs politiques, histoire d'éviter d'entretenir des illusions ou de soutenir ceux qui figurent dans le camp de nos ennemis.

Et bien que tous les États parties prenants de ces guerres aient des intérêts particuliers, il n'en demeure pas moins qu'ils ont un seul et unique ennemi, les peuples qu'ils exploitent et oppriment ou maintiennent en servitude, dès lors qu'on l'ignore ou qu'on refuse d'en tenir compte pour diverses raisons, on sera amené malheureusement à se faire de douloureuses illusions.

Si cela pouvait servir d'enseignement à quelqu'un, au moins ce bien triste épisode n'aurait pas servi à rien. Personnellement j'en doute, cependant on préfère quand même espérer, comment dire, que la raison ou les faits l'emporteront.

Cela dit, tous les acteurs impliqués en Syrie savaient parfaitement à quoi s'attendre depuis des semaines, ceux qui prétendent le contraire sont des menteurs ou ils se foutent de nous, car une armée de plus de 100.000 barbares armés jusqu'aux dents, cela ne devait pas passer inaperçu bien avant qu'ils déferlent soudainement vers Alep, vous connaissez la suite.

2- L'OTAN ou les Américains auraient conclu un deal avec les Russes, en échange de la Syrie, on vous accorde ce que vous voulez en Ukraine. Sans doute un marché de dupes, apparemment il y en a qui aiment cela.

3- Très rapidement.

La Russie et les Brics ont délibérément laissé pourrir la situation en Syrie, y compris ses "alliés", c'est un fait incontestable.

Ils savaient qu'en procédant de la sorte, les conditions économiques et sociales allaient se détériorer encore plus, et c'est effectivement ce qui s'est produit, au point où, devenues invivables, à l'étape suivante le peuple syrien se retournerait contre le président syrien, et une fois perdu son soutien le régime serait mûr pour tomber sans avoir à le soumettre à un bombardement intense, un coup de pied au cul suffirait, et c'est ce qui s'est passé. C'était prévisible, mieux c'était écrit ou programmé.

C'est là qu'on s'aperçoit qu'il existe une entente ou une connivence entre toutes les grandes puissances contre tous les peuples, car finalement c'est ce qui est arrivé également aux Palestiniens et aux Libanais. Un jour, on apprendra peut-être qu'il en fut de même de la guerre en Ukraine, car là aussi tout le monde savait à quoi s'en tenir depuis les années 90.

L'implosion de l'URSS, au lieu de se traduire par une nouvelle ère de prospérité et de paix comme certains l'envisagèrent à l'époque, contribuera au contraire à accélérer la crise du capitalisme mondiale et à engendrer de nouvelles guerres sur tous les continents, tandis que l'idéologie néolibérale triompherait aux États-Unis et en Europe, avant de gagner le reste du monde.

L'oligarchie financière devenue toute-puissante et sans rival pour contester son pouvoir, le mouvement ouvrier international étant quasi inexistant ou trop compromis, allait imposer "*ses règles*" au profit de ses sociétés transnationales plus puissantes que les États, dont les intérêts particuliers seraient dorénavant relégués au second plan.

Ce revirement historique ou cette trahison des États qui jusqu'à présent étaient censés représenter les intérêts de leurs peuples, n'allait pas se réaliser sans quelques tensions ou conflits intérieurs ou entre États ou grandes puissances, il fallait en maquiller la véritable origine, ainsi que leurs réelles intentions. Les uns et les autres devant préserver à tout prix la stabilité de leur régime, ils allaient se livrer à une répartition des rôles au sein d'une comédie sordide, histoire de sauver les apparences ou de faire croire qu'ils étaient en présence d'une question existentielle, dont finalement ils n'avaient rien affaire. C'est ce que vient de révéler si besoin était la chute de la Syrie et le génocide des Palestiniens.

Le partage des richesses mondiales et la préservation du capitalisme commandent toujours les décisions politiques adoptées par les États les plus puissants...

4- « *Dîtes moi un seul pays qui se situe sur le terrain de la lutte des classes ?* »

Tous, mais pas le nôtre, si vous ne le comprenez pas, c'est que nous ne sommes pas sur la même longueur d'onde.

Les quelque 196 pays présents à l'ONU ont adopté la dictature hygiéniste en 2020, vous vous en souvenez, aucun n'a déclaré que c'était une imposture et ne l'a combattue comme telle, que les affirmations de l'OMS-GAVI relevaient de l'idéologie ou de la propagande politique et non de la science, n'est-ce pas ?

La résolution 181 de l'ONU du 21 novembre 1947 actant la partition de la Palestine, elle a été adoptée par toutes les grandes puissances, y compris l'URSS, hormis la Chine qui n'avait pas encore rejoint l'ONU.

Et au fait, que font tous ces États à l'ONU, au FMI, à la Banque mondiale, etc. sinon indiquer qu'ils figurent tous dans le même camp, pas le nôtre.

C'est cela la lutte des classes, et c'est cela aussi se situer sur son propre terrain de classe, à ne jamais confondre avec celui de nos ennemis, c'est préférable.

Quand on n'a pas assimilé ce simple constat objectif, comment fait-on pour ne pas se tromper de camp, de combat ou de cause, c'est s'en remettre au petit bonheur la chance, en fonction de son état d'âme du moment, etc. Vaut mieux éviter, cela ne s'adresse pas spécialement à vous qui êtes habitué à réfléchir.

Sur la situation politique et sociale en France.

Ils osent tout.

La cote de popularité d'Emmanuel Macron en hausse - LePoint.fr 8 décembre 2024

Le maître et son domestique.

Les pays de l'Otan «doivent payer leurs factures» : Macron est «d'accord», selon Trump - RT 9 déc. 2024

Emmanuel Macron est «d'accord» avec l'idée que les pays de l'Otan devraient payer équitablement les coûts de leur propre sécurité, a affirmé Donald Trump au New York Post le 8 novembre, au lendemain d'une rencontre avec le dirigeant français à Paris.

Imposture. Excusez-nous, LFI a rendez-vous avec la Ve République en 2027. A bas la Ve République !

Nouveau gouvernement: LFI annonce ne pas se rendre à l'invitation de Macron lundi à l'Elysée - BFMTV 7 décembre 2024

Le coordinateur national de la France insoumise Manuel Bompard considère qu'"*aucune discussion autre que la nomination d'un gouvernement du Nouveau Front Populaire ne saurait avoir lieu avec le chef de l'État*". BFMTV 7 décembre 2024

J-C – LFI n'entend pas rompre avec Macron et les institutions de la Ve République, à laquelle ils sont subordonnés ou sans laquelle ils n'existeraient plus, CQFD.

Ils sont les garants de "la stabilité" de la Ve République. A bas la Ve République !

Chute du gouvernement : Rendez-vous à l'Élysée lundi pour les Écologistes, contrairement aux Insoumis - 20 Minutes/AFP 7 décembre 2024

« *Les Écologistes se rendront à ce rendez-vous pour y avoir une discussion exigeante de méthode avec le président de la République* », indique le parti dans un communiqué.

« *Dans l'impasse politique dans laquelle notre pays se trouve, la stabilité de ce gouvernement ne peut exister que dans un dialogue avec les partis qui ont participé au Front républicain* », ont ajouté Les Écologistes. 20 Minutes/AFP 7 décembre 2024

En famille, enfin ils se mettent à table ou la table est bonne.

Pour sortir de la crise, Emmanuel Macron propose une réunion des « différentes forces politiques » - Le HuffPost 9 décembre 2024

Toujours en quête d'un Premier ministre, le chef de l'État entame un nouveau cycle de consultations, cette fois en conviant tout le monde autour d'une même table.

En réalité, aucune solution magique ne s'est imposée à Emmanuel Macron depuis la censure du gouvernement Barnier.

Après avoir reçu séparément les représentants du « *socle commun* » (LR et macronistes), les socialistes, les écologistes et les communistes, le chef de l'État entend les réunir autour d'une même table. Objectif : sortir au plus vite de la crise et nommer rapidement un chef de gouvernement.

Dernière idée en date : une « *réunion des différentes forces politiques pour échanger sur une plateforme programmatique* » qui, comme l'ont précisé les Verts à leur sortie de l'Élysée, devrait se tenir dès ce mardi 10 décembre. « *C'est un premier pas pour pouvoir travailler en confiance* », a estimé la secrétaire nationale des Écologistes, Marine Tondelier.

Cette discussion transpartisane, à laquelle sont invités différents partis de droite comme de gauche, serait la première du genre depuis la dissolution.

On ne sait pas encore à qui exactement a été faite cette proposition et qui répondra favorablement », a confirmé la patronne des Écologistes, qui demande que les représentants de La France insoumise se joignent à eux, dans un souci de cohérence et d'unité du Nouveau Front populaire : « *Nous avons plus de poids dans cette discussion si les Insoumis viennent* ». Manuel Bompard et Mathilde Panot, qui avaient refusé l'invitation de l'Élysée ce 9 décembre, ne semblent pas davantage prêts de participer à cette nouvelle initiative.

Du côté du Parti communiste, Fabien Roussel a semblé très ouvert à la négociation. « *Nous avons dit que bien sûr il était préférable qu'il y ait un Premier ministre de gauche* », a-t-il déclaré à la sortie, sans en faire « *un préalable* », accréditant l'idée qu'il faisait « *un pas* » vers le chef de l'État. « *Ce qui compte, c'est que l'on avance, et pour avancer, on ne vient pas en mettant des préalables sur des noms, des propositions, des lignes rouges* ».

Le secrétaire national du PCF, qui s'est incliné au premier tour des législatives et a ainsi perdu son siège de député, ne fait plus de l'abrogation de la réforme des retraites à 64 ans un totem. Il propose, si cela peut permettre d'aboutir à un accord avec la droite et les macronistes, « une conférence sociale ».

La présidente de l'Assemblée nationale Yaël Braun-Pivet a une idée : additionner les membres du « *socle commun* » aux députés socialistes et Liot, constituant ainsi une majorité absolue au-dessus de laquelle ne plane plus la menace d'une censure. Mais le PS est-il réellement prêt à s'engager dans une coalition avec LR et les macronistes ? « *Si ce n'est pas un Premier ministre de gauche, nous ne participerons pas à ce gouvernement* », rappelle le président du groupe socialiste à l'Assemblée Boris Vallaud. Position partagée par le patron du parti Olivier Faure, qui promet tout de même « *des concessions réciproques* » avec d'autres forces politiques.

J-C – Ce qui est intéressant ici, c'est d'observer comment au fil des heures pratiquement, ils affutent leur discours ou arguments pour mieux masquer leur connivence, leur complicité, pour tenter de sauver les apparences et mieux tromper les naïfs, leurs électeurs ou sympathisants, leurs propres troupes.

Futur gouvernement : Macron convie mardi tous les partis... sauf LFI et le RN - Paris Match 9 décembre 2024

Emmanuel Macron a invité à des discussions mardi 14H00 à l'Elysée l'ensemble des partis disant se situer dans « *une logique de compromis* » dans le but de « *constituer un gouvernement d'intérêt général* », a annoncé lundi soir l'Elysée, excluant ainsi le Rassemblement national et La France insoumise.

« *À l'issue de ses consultations menées depuis vendredi, le Président de la République a convié demain à 14h à l'Elysée l'ensemble des partis politiques ayant indiqué se placer dans une logique de compromis dans le but de constituer un gouvernement d'intérêt général ou de le rendre possible* », a précisé la présidence. « *L'objectif est d'avancer sur un accord concernant une méthode* », a ajouté l'entourage du chef de l'État, alors que ce dernier avait promis en fin de semaine dernière un Premier ministre « dans les prochains jours ».

« *L'idée c'est que [...] le président de la République puisse faire une forme de synthèse* » des rencontres des derniers jours « *et travailler à une forme d'accord de méthode sur comment on peut discuter dans les jours à venir* », a résumé la patronne des Ecologistes Marine Tondelier sur France Info.

Les socialistes et les communistes, membres du Nouveau Front populaire avec La France insoumise, enverront également leurs représentants. « *Comment sauver le soldat Macron et le Macronisme avec* », a tancé sur X Éric Coquerel, cadre de LFI à l'Assemblée, à l'adresse des autres forces de gauche.

Sur X, Manuel Bompard, le coordinateur de La France insoumise a pointé les incohérences de ses alliés de Nouveau Front populaire.

"*Un gouvernement d'intérêt général de Olivier Faure à Bruno Retailleau? Comment peut-on être élus pour défendre le programme du Nouveau Front Populaire et envisager de participer à un tel attelage? Vous êtes tombés sur la tête?*", s'est-il interrogé.

Sur X, la Secrétaire nationale des Écologistes Marine Tondelier a tenu à mettre les choses au clair. Elle a affirmé rester "*fidèle au Nouveau Front populaire*" et que son parti "*ne participera pas à un gouvernement 'd'intérêt général' avec LR ou des macronistes ou je ne sais qui.*" BFMTV et Paris Match 10 décembre 2024

Le NPF était déjà basée sur des « concessions réciproques » avec le régime de la Ve République.

Nouveau Premier ministre : Mélenchon s'en prend vertement à Olivier Faure pour ses négociations avec Macron - 20 Minutes/AFP 9 décembre 2024

Si les socialistes concluent un accord avec Emmanuel Macron pour former un gouvernement, « *le Nouveau Front populaire continuera sans eux* », a prévenu le leader de la France insoumise, dénonçant la « méthode brutale » du patron du PS.

« *Nous ne soutiendrons aucun autre gouvernement que celui du Nouveau Front Populaire* », a réaffirmé le tribun insoumis dans un entretien aux journaux italien et espagnol, La Repubblica et El Pais. « *Faure ne décide pas tout seul* », a-t-il ajouté, fustigeant la démarche du Premier secrétaire du PS, qui a rencontré vendredi le chef de l'Etat pour lui proposer des « *concessions réciproques* ».

« *Cette propagande qui répète sans arrêt que la gauche doit s'entendre avec la droite est dangereuse. Elle produit des gouvernements prêts à vendre leur âme au diable pour durer* », a-t-il affirmé, avant de revendiquer son intransigeance : « *Nous refusons de trahir nos électeurs pour des postes. Nous appliquons notre programme sans compromission. La démocratie, ce n'est pas le consensus !* »

J-C – Question : Si « *la démocratie, ce n'est pas le consensus* », c'est quoi la démocratie ? La révolution socialiste, pardi ! Mais Mélenchon n'y est pas favorable, effectivement, et pour cause en ayant adopté l'idéologie de la social-démocratie, cela fait 40 ans qu'il fait partie du « *consensus* » !

Si être élu avec 15,4% témoigne de "l'attention au quotidien des Français", il faut en déduire que 84,6% ont l'esprit ailleurs.

Législative partielle dans les Ardennes: le RN perd un siège de député - BFMTV 9 décembre 2024

Le RN a perdu dimanche un siège de député lors de l'élection législative partielle dans la première circonscription des Ardennes, remportée par le candidat sans étiquette et ancien député Renaissance Lionel Vuibert, qui a bénéficié d'un barrage républicain.

Lionel Vuibert, qui avait été élu député de la majorité présidentielle en 2022 puis battu cet été par le jeune candidat Rassemblement national (RN) Flavien Termet, a été élu dimanche de justesse au second tour, avec 50,89% des voix, contre 49,11% pour son opposant du RN Jordan Duflot.

Les deux tours du scrutin ont été marqués par une forte abstention. Au second tour, le taux de participation n'a atteint que 30,86%.

L'ex-Premier ministre, Gabriel Attal, y a vu "*la reconnaissance du sérieux, de la proximité, du travail de terrain*". "*L'attention au quotidien des Français l'emporte sur le chaos voulu par Marine Le Pen et les extrêmes*", a-t-il ajouté sur X. BFMTV 9 décembre 2024

Santé.

Études biaisées et effets secondaires du dupilumab par la rédaction de l'AIMSIB 08 décembre 2024

<https://www.aimsib.org/2024/12/08/etudes-biaisees-et-effets-secondaires-du-dupilumab-dupixent/>

Mon commentaire publié par un blog médical

- Covid: en Europe de l'Ouest, une mortalité moindre pour les pays à la riposte sanitaire rapide – AFP 9 décembre 2024

Les pays d'Europe de l'Ouest qui ont subi la moins forte mortalité liée au Covid sont ceux qui ont pris des restrictions sanitaires assez tôt et qui ont déployé au plus vite la vaccination auprès des personnes âgées, conclut une étude publiée lundi.

Réalisée par des chercheurs de l'institut Pasteur et publiée dans la revue BMC Global and Public Health, l'étude a comparé la situation de 13 pays d'Europe de l'Ouest entre 2020 et 2022, soit le pic de l'épidémie de Covid. AFP 9 décembre 2024

<https://fr.news.yahoo.com/covid-europe-louest-mortalit%C3%A9-moindre-164205503.html>

J'en déduis que cette étude est frauduleuse, ils ne sont plus à cela près. Si quelqu'un peu cerner comment ils ont procédé, je ne suis pas de la partie et je n'ai pas de temps à y consacrer.

Cela permet d'éviter de poser la question embarrassante qui concerne les trois quarts des pays du globe :

Comment expliquer pourquoi les pays qui n'ont imposé aucune mesure sanitaire particulière, ni aucun vaccin ou injection générique, n'ont pratiquement pas eu de décès causés par ce virus ?

Quelques réactions de lecteurs :

1- Il faut travailler, le semble-t-il les courbes de mortalité, surmortalité du document joint :

<https://bmcbiomedcentral.com/articles/10.1186/s44263-024-00103-z>

J'ai l'impression que ces courbes contredisent le texte ou tout au moins ne le valident pas.

2- « *Comment expliquer pourquoi les pays qui n'ont imposé aucune mesure sanitaire particulière, ni aucun vaccin ou injection générique, n'ont pratiquement pas eu de décès causés par ce virus ?* »

Pas besoin d'étudier ces documents, vous donnez la réponse. On n'en peut plus que des gens honnêtes, sérieux et compétents perdent leur vie à réfuter, sans résultat, des études biaisées et frauduleuses.

3- Effectivement, plutôt que de s'empêtrer dans ces études foireuses, on peut se rappeler notamment que plusieurs pays d'Asie du Sud-Est n'ont quasiment pas eu de mort en 2020: Singapour, Vietnam et les morts sont arrivés à partir du moment où on a vacciné, et la progression est telle qu'il faudra donner une explication.

Pour Singapour, j'avais fait un article quand notre journal fonctionnait qui montrait cela de façon flagrante, et qui s'est amplifié après. Il est consultable sur notre blog, en principe; les facts-checkers du Monde, embarrassés par ce phénomène avaient essayé de justifier l'injustifiable à coups de coupe de presse des médias locaux, mais en tronquant des pages et des déclarations; notamment le ministre de la santé, déclarant qu'ils avaient donné des traitements avant que les vaccins arrivent

<http://enquetes.blog>; ça doit dater de 2022

- De toute façon, dès que l'AFP publie une chose on peut être sûr qu'il s'agit de propagande et certainement pas de la science; sans doute un travail de commande où ils essaient de préparer une offensive contre eux.

- Je suis rassuré, cette étude provient de l'équipe de C, l'escroc modélisateur de Pasteur, Cauchemez, élève de son triste maître Ferguson, spécialiste en prévisionnisme en catastrophes sanitaires.

Pour ceux qui auraient oublié, ce Cauchemez est celui qui a produit les modélisations ayant conduit aux pass vaccinaux et sanitaires ; le fait qu'ils le remettent en service, prouve qu'ils tentent une manœuvre pour s'extirper de la crasse dans laquelle ils se sont enfoncés. Pavan avait déposé plainte contre lui à l'époque, d'abord classée sans suite, puis ensuite constitution de partie civile, je n'ai toujours pas réussi à savoir ce qu'il en était advenu, car même si rejetée, ça serait important de le savoir.

Mais en peu de mots, sans rentrer dans les détails, cette étude était déjà ridicule par l'utilisation de savantes équations qui n'étaient même pas correctement écrites ; en un mot, elles n'avaient aucun sens ; ce sont des gens qui ne savent même pas ce qu'ils écrivent ; ils partent d'un résultat, et introduisent des paramètres dans leur modèle qui permettent d'y aboutir, pour préparer la super pandémie de l'automne 2021, alors que la vaccination patinait sérieusement, ça a rendu fou Macron, de voir que la France était « *en retard* » (sur les autres pays de l'UE). Le Cauchemez a donc pondu son torchon, en posant comme hypothèse que le taux de reproduction du virus, le fameux R_0 , effectif serait de 6, rien que ça; alors qu'il n'a jamais dépassé 3 aux pires moments et de courte durée et cela dans le monde entier.

Comment s'étonner ensuite que l'étude conclue à un engorgement des hôpitaux si en moyenne, un contaminé (enfin testé positif) transmet son virus à 6 personnes... ces gens-là dits « *chercheurs* » me rendent malades et surtout qu'on continue à les laisser accomplir leur sale besogne, qui en même temps dégrade la confiance en la science.

Combat contre la dictature climatique.

Lu.

Au cours des 4000 dernières années, le climat a connu des changements très importants. Des périodes de réchauffement ont été suivies de «*petits âges glaciaires*». Aujourd'hui, les températures augmentent à nouveau vers un optimum climatique, similaire à ce que l'on a déjà observé par le passé.

L'hystérie actuelle autour de la supposée «*catastrophe climatique*» prend une toute autre dimension lorsque l'on examine l'histoire du climat. Ce que révèle la paléoclimatologie sur les 4000 dernières années est une véritable montagne russe de températures – et, par extension, de la civilisation humaine.

Le «*Petit âge glaciaire*» (1645-1715) illustre avec force ce que signifient de véritables extrêmes climatiques. Alors qu'aujourd'hui chaque dixième de degré de réchauffement suscite des titres apocalyptiques dans la presse, les gens de cette époque vivaient, eux, une véritable calamité climatique. À Londres, la Tamise a gelé ; en Chine, la moitié de la population est morte de faim ; et en Europe centrale, de nombreuses «*sorcières*» furent accusées d'avoir provoqué le mauvais temps. Thomas Hobbes ne mentait pas en décrivant la vie comme «*solitaire, pauvre, pénible, animale et brève*».

Les données climatiques du Groenland (Vinther) et d'Indonésie (Rosenthal) sont particulièrement révélatrices. Elles montrent que les changements climatiques n'ont jamais été uniformes à l'échelle mondiale. Pendant que l'hémisphère nord subissait une longue période de refroidissement appelée «*néoglaciale*», l'hémisphère sud présentait souvent des comportements divergents.

Les archives historiques montrent clairement que les périodes de réchauffement ont souvent été synonymes de prospérité pour l'humanité. Pendant l'optimum médiéval (800-1000 après J.-C.), les Vikings ont connu leur apogée ; durant la période chaude romaine (500 av. J.-C. à 400 après J.-C.), l'Empire romain n'a cessé de s'étendre ; et l'optimum minoen (1700-1000 av. J.-C.) a vu émerger la première grande civilisation européenne.

Fait notable : les événements météorologiques du Petit âge glaciaire étaient bien plus extrêmes qu'aujourd'hui. Tempêtes, sécheresses et vagues de chaleur ponctuelles rendaient la vie particulièrement difficile. Le gradient thermique entre les tropiques et les pôles était plus marqué, alimentant directement ces conditions climatiques violentes.

Qu'est-ce que cela signifie pour le débat climatique actuel ? Les faits historiques sont clairs et ne peuvent être balayés par l'idéologie. L'archéologie et l'histoire brossent un tableau limpide : l'humanité prospère davantage dans des périodes chaudes que dans des périodes froides. Une vérité inconfortable pour ceux qui annoncent la fin du monde dès que la température grimpe d'un degré.

L'histoire ne se répète peut-être pas, mais elle suit des schémas reconnaissables. Plutôt que de céder à la panique, il serait plus sage d'apprendre du passé. Une chose est certaine : le climat continuera de changer – avec ou sans l'intervention humaine.

Fermez le banc !

Royaume-Uni : après Shell, BP confirme sa marche arrière sur les énergies renouvelables - France 24 9 décembre 2024

Le géant britannique des hydrocarbures BP a annoncé lundi dans un communiqué réduire "*de manière significative*" ses investissements dans les énergies renouvelables "*pour le reste de la décennie*". Une demi-surprise étant donné que le groupe, sous la pression de certains actionnaires désireux de doper ses bénéfices, était incité à se recentrer sur les hydrocarbures.

J-C – A ceux qui n'auraient pas encore compris à quel jeu ils se livraient : L'idéologie et ses fantasmes, ça va bien pendant un moment, mais ça a ses limites aussi, ensuite il faut revenir à la réalité ou aux choses sérieuses, surtout quand ce sont les actionnaires qui le réclament. Les crétins de gauche et d'extrême gauche indignés qui avaient mordu à l'hameçon vont hurler à la trahison.

Dites-donc, personne ne vous a forcé à vous faire des illusions dans l'oligarchie financière, voilà ce qui arrive forcément quand on a abandonné le socialisme, on finit par se retrouver dans le mauvais camp à combattre son propre camp.

L'enfer de la guerre impérialiste et coloniale ou la barbarie capitaliste à l'œuvre.

Une base de données massive de preuves, compilée par un historien, documente les crimes de guerre commis par Israël à Gaza (Haaretz) - legrandsoir.info 7 décembre 2024

Une femme accompagnée d'un enfant est abattue alors qu'elle brandit un drapeau blanc | Des fillettes affamées sont écrasées à mort dans la file d'attente pour du pain | Un homme de 62 ans menotté est écrasé, manifestement par un char d'assaut | Une frappe aérienne vise des personnes qui tentent d'aider un garçon blessé | Une base de données de milliers de vidéos, de photos, de témoignages, de rapports et d'enquêtes documente les horreurs commises par Israël à Gaza.

<https://www.legrandsoir.info/une-base-de-donnees-massive-de-preuves-compilee-par-un-historien-documente-les-crimes-de-guerre-commis-par-israel-a-gaza.html>

Bearing Witness to the Israel-Gaza War - Lee Mordechai, Historian and Israeli citizen - December 5, 2024 (version 6.5.5)

Le document en français figure dans la page d'accueil du blog.

Ukraine.

J-C -Le hachoir à viande fraîche de l'OTAN réclame de la chair de plus en plus tendre à réduire en bouillie...

Ukraine : les ados fuient à l'étranger craignant l'abaissement de l'âge de mobilisation - RT 7 déc. 2024

Face à la pression croissante des États-Unis pour abaisser l'âge de la mobilisation, de nombreux adolescents ukrainiens envisagent de quitter le pays sans intention de revenir, a rapporté *The Times*.

Le secrétaire d'État américain sortant, Antony Blinken, a déclaré en début de semaine qu'il n'était pas juste que «*les jeunes de 18 à 25 ans ne participent pas à la lutte*» contre la Russie. «*Impliquer les plus jeunes dans le combat est, selon nous, et selon beaucoup d'entre nous, nécessaire*», a-t-il souligné.

Dans un article publié le 5 décembre, le journal britannique a rapporté les propos d'un adolescent de Kharkov affirmant que «*beaucoup*» de ses amis préfèrent désormais poursuivre leurs études à l'étranger, car «*c'est plus sûr là-bas*».

«*Dans une université étrangère, il n'y a aucun risque d'être enrôlé dans l'armée*», a-t-il expliqué, précisant qu'il envisage d'étudier en Pologne et qu'il pourrait ne pas revenir après l'obtention de son diplôme.

«*Une fois mes études terminées, je déciderai si je retourne en Ukraine ou si je reste à l'étranger. Là-bas, c'est plus sûr : il n'y a pas de bombes qui tombent et aucun risque d'être mobilisé pour la guerre sans mon consentement*», a-t-il ajouté.

Un autre adolescent interrogé par le *Times* a également exprimé son intention de poursuivre ses études supérieures à l'étranger.

La députée ukrainienne Aleksandra Oustinova a confié au journal qu'abaisser l'âge de la mobilisation à 18 ans susciterait une «*forte opposition en Ukraine*» et ne produirait pas les résultats escomptés sur le champ de bataille, faute d'un nombre suffisant de recrues.

«*Ce serait également un signal clair pour les familles de faire quitter le pays à leurs enfants. Si nous voulons perdre notre future génération, alors oui, c'est exactement ce qu'il faut faire*», a averti Oustinova.

On estime à au moins 300 000 le nombre d'hommes âgés de 18 à 25 ans en Ukraine.

Selon les données de l'ONU, plus de 6,8 millions d'Ukrainiens ont fui le pays depuis l'escalade du conflit en Ukraine en février 2022, devenant ainsi réfugiés. La majorité d'entre eux sont des femmes et des enfants, les hommes en âge de combattre étant interdits de quitter le territoire.

Géorgie

J-C – Sans surprise, la gauche et extrême gauche décomposée en France a soutenu cette tentative de nouveau «*Maïdan*» orchestré depuis l'UE ou l'OTAN.

Selon le Premier ministre géorgien, le ministère de l'Intérieur a réussi à déjouer la tentative de «*Maïdan*» dans le pays - RT 9 déc. 2024

*«Il a fallu exactement cinq jours au ministère de l'Intérieur pour neutraliser les ressources de violence de l'opposition radicale. Je tiens à remercier une fois de plus le ministre de l'intérieur, Vakhtang Gomelauri, et tous les policiers. Au cours de ces journées, le ministère de l'intérieur a agi selon des normes supérieures à celles des États-Unis et de l'Europe, et c'est ainsi que la tentative de «*Maïdan*» dans notre pays a été stoppée en cinq jours exactement»,* a déclaré Irakli Kobakhidze, le Premier ministre géorgien, lors d'une réunion du gouvernement ce 9 décembre.

Le Premier ministre géorgien a noté que les manifestations se poursuivaient devant le Parlement géorgien, mais qu'elles étaient «*sans contenu*». Selon Irakli Kobakhidze, l'opposition a épuisé les moyens de «*nuire à l'État*» lors des manifestations. Au total, plus de 400 personnes ont été arrêtées lors des manifestations depuis le 28 novembre, selon le portail Publika.

Géorgie : le Royaume-Uni suspend ses programmes d'aide - RT 9 déc. 2024

«Le Royaume-Uni va suspendre immédiatement tout programme de soutien au gouvernement géorgien, restreindre la coopération en matière de défense et limiter ses relations avec les représentants du gouvernement géorgien», a déclaré le ministre des Affaires étrangères David Lammy dans un communiqué.

Et la propagande de l'UE-OTAN qui soutiennent les gouvernements occidentaux quand ils gazent, matraquent ou massacrent des manifestants opposés à leur politique.

- Géorgie : à Tbilissi, la mobilisation des manifestants contre le gouvernement ne faiblit pas - FranceInfo 04 décembre 2024

- Crise politique en Géorgie : la France, l'Allemagne et la Pologne condamnent "l'usage disproportionné de la force" par le pouvoir contre les manifestations - FranceInfo 7 décembre 2024

- "On se bat pour notre liberté": ces Géorgiens pro-UE manifestent depuis une semaine contre leur gouvernement - BFMTV 6 décembre 2024

En complément, idem pour la Roumanie où un coup d'Etat constitutionnel vient d'avoir lieu. Dorénavant quand un candidat qui ne leur revient pas arrive en tête au 1^{er} tour d'une élection, ils annulent l'élection au prétexte d'une «*ingérence russe*» ! :

- "On reçoit beaucoup de haine" : en Roumanie, des réfugiés ukrainiens se retrouvent confrontés à la montée de l'extrême droite – FranceInfo 6 décembre 2024

- Présidentielle en Roumanie : des manifestants apportent leur soutien à la candidate européenne - Franceinfo 6 décembre 2024
- "*Calin Georgescu embrasse la rhétorique du Kremlin*" : en Roumanie, l'hypothèse d'une arrivée de l'extrême droite au pouvoir alarme l'Ukraine et ses alliés - Franceinfo 6 décembre 2024
- Cyberattaques, faux comptes Tiktok... La présidentielle roumaine annulée pour des soupçons d'ingérence russe - BFMTV 6 décembre 2024
- Quatre questions sur la crise politique qui touche la Roumanie après le premier tour contesté de l'élection présidentielle - Franceinfo 6 décembre 2024
- Roumanie : La Cour constitutionnelle annule l'élection présidentielle sur fond d'ingérence russe - 20 Minutes/ AFP 6 décembre 2024

Syrie.

Les chancelleries occidentales à la suite de Washington, se sont réjouis de l'arrivée au pouvoir en Syrie d'une de leur pire monstrueuse créature, le barbare Abou Mohammed al-Joulani, dirigeant d'Hayat Tahrir al-Sham, une organisation issue d'al-Qaïda.

- « *L'État de barbarie est tombé* », se félicite le président français, à l'image des dirigeants européens. Olaf Scholz parle, lui, d'une « *bonne nouvelle*. » - AFP 8 décembre 2024
 - « *Nouvelle ère* » en Syrie pour les rebelles annonçant la « *fuite* » du tyran Bachar al-Assad - The Times of Israel/AFP 8 décembre 2024
 - "*On a vu une partie des islamistes [à l'origine de l'offensive en Syrie] remercier Israël pour avoir cassé cet axe de la résistance qui leur faisait obstacle*", affirme Myriam Benraad, professeure en relations internationales à l'université Schiller. FranceInfo 9 décembre 2024
- Ils présentent un mercenaire sanguinaire comme un « *rebelle* », un « *commandant* », un combattant de la liberté, bref, un démocrate, un brave homme, comme tous les chefs d'Etat occidentaux, c'est bien connu.
- Abou Mohammed al-Jolan, l'homme qui veut renverser Bachar al-Assad - Paris Match 7 décembre 2024
 - En Syrie, le chef des rebelles dit vouloir renverser le président Assad - France 24 7 décembre 2024
 - Après une offensive fulgurante lancée depuis le nord de la Syrie le 27 novembre, les combattants hostiles au régime se sont emparés de la capitale.- francetvinfo 9 décembre 2024
 - Le commandant de Hayat Tahrir al-Sham, qui dirige l'offensive des rebelles - AFP 8 décembre 2024

Ils pratiquent l'inversion accusatoire évidemment :

- À la télévision publique, les rebelles ont annoncé la chute du « *tyran* » Bachar al-Assad et la « *libération* » de Damas. – AFP 8 décembre 2024

Le récit de la chute de la République arabe syrienne comporte 90% de propagande idéologique. Il est écrit par ceux qui s'estiment être les "*vainqueurs*", qui rappelons-le, soutiennent, financent et arment les régimes nazis de Kiev et Tel-Aviv.

Que ce récit soit repris en boucle par la gauche et extrême gauche dégénérée ne devrait plus surprendre personne, malheur à ceux qui ignoreraient toujours leur véritable nature contre révolutionnaire !

Qui est la nouvelle égérie de Binden, Trump, Erdogan, Netanyahu, Macron et du Financial Times à la tête de la Syrie ?

J-C - Cet article a été réalisé à partir de différents médias mainstreams entre le 8 et le 10 décembre 2024.

- Abou Mohammed al-Joulani, de son vrai nom Ahmed Hussein al-Charaa, le leader de Hayat Tahrir al-Sham (HTS), ex-branche d'al-Qaïda en Syrie, en 2011, il rejoint son pays natal pour y fonder le Front al-Nosra, qui deviendra HTS.

Pendant plusieurs années, le groupe s'illustre pour ses méthodes ultra-violentes : il multiplie les attentats-suicides et les exécutions sommaires des minorités et des opposants. C'est à cette période qu'al-Joulani est désigné comme "*terroriste mondial*" par les États-Unis puis placé sous sanctions par l'ONU et la Suisse.

C'est un radical pragmatique », déclare à l'AFP Thomas Pierret, un spécialiste de l'islamisme en Syrie. « *En 2014, il a été au sommet de sa radicalité pour s'imposer face à la frange radicale de la rébellion et de l'organisation Etat islamique, pour ensuite modérer ses propos* », explique ce chercheur au CNRS.

En 2017, il impose aux rebelles radicaux du nord de la Syrie, une fusion au sein de HTS. Il met en place une administration civile et multiplie les gestes envers les chrétiens dans la province d'Idleb, que son groupe contrôle depuis deux ans. C'est là où HTS avait été accusé par des habitants, des proches de détenus et des défenseurs des droits humains, d'exactions qui s'apparentent selon l'ONU à des crimes de guerre.

Après l'offensive, al-Jolani a cherché à rassurer les habitants d'Alep, ville qui compte une importante communauté chrétienne. Et il a appelé ses combattants à préserver « *la sécurité dans les régions libérées* ». « *Je pense que c'est avant tout une question de bonne politique. Moins les Syriens et la communauté internationale auront peur, plus Jolani apparaîtra comme un acteur responsable plutôt que comme un extrémiste djihadiste toxique, et plus sa tâche sera facile* », assure le chercheur Aron Lund. « *Est-ce totalement sincère ? Certainement pas. Ce type vient d'une tradition fondamentaliste religieuse très dure. Mais ce qu'il fait, c'est la chose intelligente à dire et à faire en ce moment* », conclut Aron Lund.

"Non seulement le groupe HTC a rompu ses liens avec Al-Qaïda, mais il combat Al-Qaïda et l'État islamique au même titre depuis des années. Ce sont même ses combattants qui ont tué le quatrième calife de l'EI [Abou al-Husseïn al-Husseïni al-Qourachi] en août 2023", rappelle sur France 24 Wassim Nasr, qui qualifie désormais l'organisation de "groupe islamiste rigoriste et conservateur".

"Il s'agissait d'une rupture tactique avec Al-Qaïda, d'un divorce à l'amiable", rappelle cependant Fabrice Balanche, maître de conférences à Lyon II, spécialiste du Moyen-Orient. Il fallait alors "obtenir du soutien occidental ou arabe, explique-t-il, à un moment où la ville d'Alep était encerclée par le régime syrien et risquait de tomber."

De leur côté, les analystes mettent quant à eux en avant une communication particulièrement bien maîtrisée. À l'image de cette interview pour CNN, le leader du HTC accorde désormais davantage d'entretiens avec les médias.

Hayat Tahrir el-Cham (HTS) a martelé que ses ennemis régionaux étaient le Hezbollah, l'Iran et les Russes.

Joe Biden a salué l'action des États-Unis et de leurs alliés, qui sont parvenus à affaiblir les soutiens de la Syrie – la Russie, l'Iran et le Hezbollah.

"Al-Joulani se considère comme le futur dirigeant de la Syrie", résume ainsi le *Financial Times* dans un portrait que le journal lui a consacré.

Mais cet effet d'habillage et cette communication ne doivent pas cacher l'essentiel, selon Fabrice Balanche : al-Joulani a "fait bonne figure devant les caméras de télévision", il a "reçu des journalistes et des chercheurs" pour "donner le change", estime le spécialiste.

Les forces offensives en Syrie sont comme les Khmers rouges - consortiumnews.com 6 décembre 2024

<https://consortiumnews.com/2024/12/06/offensive-forces-in-syria-are-like-khmer-rouge/?eType=EmailBlastContent&eId=93ad3664-dc6d-4635-8c7f-67177b3ddf5e>

Tout est dit ici.

Hayat Tahrir el-Cham (HTS) a martelé que ses ennemis régionaux étaient le Hezbollah, l'Iran et les Russes.

Joe Biden a salué l'action des États-Unis et de leurs alliés, qui sont parvenus à affaiblir les soutiens de la Syrie – la Russie, l'Iran et le Hezbollah. RT 9 décembre 2024

Lu

Une analyse de Frédéric Aigouy sur RT.

La chute d'Assad, une victoire majeure de l'Empire en quelques points clés :

- L'épine dorsale de l'axe de la résistance tombe, Israël coupe le pont Iran-Syrie qui permettait à Téhéran de soutenir le Hezbollah au Liban
- Israël se positionne pour récupérer la partie syrienne du plateau du Golan, avance ses pions pour son projet de Grand Israël
- Washington fait perdre à la Russie son accès hautement stratégique à la Méditerranée avec le port de Tartous
- Et va pouvoir légaliser son vol du pétrole syrien
- Le Qatar va pouvoir raviver son projet de gazoduc avec la Turquie-Qatar
- L'une des nouvelles routes de la Soie, projet phare de Pékin, vient d'être coupée

Par ailleurs, la France, alliée historique de la Syrie qu'elle a trahi pour servir les intérêts de l'Empire, ne gagne absolument rien dans l'histoire... en dehors de la défense de l'idéal démocratique que représente fort bien l'ex-commandant de Daesh Al Joulani qui vient de prendre le pouvoir...

Parole d'internaute.

(A la suite d'un article de 20minutes)

1- En réalité c'est Bachar al-Assad qui sort par la grande porte, les puissances occidentales en soutenant et permettant à un djihadiste d'arriver au pouvoir se sont juste décrédibilisées.

2- Ne jamais oublier qui a fabriqué Al-Qaïda. Ni pourquoi.

La Turquie derrière cette nouvelle armée est en train de pousser afin d'anéantir les Kurdes et surtout récupérer les champs pétroliers qu'ils exploitent.

3- Donc, récapitulons un peu. Les chiïtes (Hafez ou autres) qui n'ont jamais fait d'attentats en Occident sont pris pour de la merde, traités de pires despotes terroristes, alors que des anciens d'al-Qaïda ou de l'EI dont il n'est pas la peine de rappeler ici les méfaits en Occident, sont eux jugés fréquentables, de gentils "*rebelles*"... on croit rêver... la différence entre les deux étant que les 1er ont attaqué Israël et pas les 2nds, voilà c'est simple...

4- Il est de facto, le 1er réel chef d'Etat al-Qaïda, dirigeant un vrai Etat. Sous les applaudissements d'une partie de nos concitoyens.

On vous explique que le leader de Hayat Tahrir al-Sham (HTS), ex-branche d'al-Qaïda en Syrie, puis vers la fin on vous dit encore que c'est un extrémiste radical.

Donc en gros c'est bien un djihadiste qui a pris le pouvoir, tandis que certains tentent de faire croire que c'est un modéré.

5- Je suppose que les dirigeants des pays riches en ressources naturelles qui sont dans le Golfe sont des grands démocrates ?

Ou bien vous voulez nous faire bien comprendre qu'il y a des bons djihadiste et les méchants djihadistes.

6- C'est exactement ce que j'ai entendu de Syriens aussi. Qu'ils vivaient en harmonie, chrétiens et musulmans. Mais ils ont dû fuir les bombes. Ils ne disaient pas que Assad était un méchant, j'avais trouvé ça étrange et en contradiction avec nos news.

7- Sinon, Abu Mohammad al-Jolani était toujours considéré comme un terroriste désigné par les États-Unis, avec une prime de 10 millions de dollars à sa tête jusqu'à 2 jours avant sa prise de pouvoir.

8- Et voilà le lapin Al Joulani sorti du chapeau !... Mais qui tire derrière les ficelles ? Le Qatar ? La Turquie ? Les USA ?

9- Internationale des fous de Dieu en marche, la nouvelle Syrie vous ouvre ses bras.

Nos gouvernants se réjouissent d'un avenir bien sombre.

10- Après la chute de Saddam Hussein et Mouammar Kadhafi, voici celle de Bachar qui maintenant d'une main de fer les djihadistes... les voilà libérés...

11- La propagande en marche. Depuis quand un extrémiste religieux qui renverse un gouvernement par les armes est-il fréquentable et fiable?

N'importe quoi, plus c'est gros plus ça passe. Honteux

12- Rebelle ? Non... terroriste islamique ? Ben oui...

13- Le gars fait son discours à la mosquée entouré de mecs encagoulés avec des AK et on le présente comme une alternative sympa à Bachar.

14- De terroriste, il est soudainement passé à bienfaiteur... que de manipulation de nos politiques, mensonges médias... etc... de quoi mettre en doute des pans de l'histoire écrits par les "*vainqueurs*"

15- Amusant ces pays du Moyen-Orient qui menacent Israël de représailles et qui se font renverser en 3 semaines par un groupe de rebelles en Jeep.

Une chute précipitée, mais pas inexplicable.

Pourquoi la chute de Bachar el-Assad s'est-elle si soudainement accélérée? - Slate.fr 8 décembre 2024

L'effondrement d'Assad peut être attribué à plusieurs facteurs. Sur le plan militaire, le régime syrien reposait de plus en plus sur des soutiens extérieurs, principalement la Russie et l'Iran. Avec l'invasion de l'Ukraine par la Russie, le Kremlin était moins en mesure d'intervenir efficacement en

Syrie. De même pour l'Iran et le Hezbollah, autres alliés clés d'Assad, tous deux affaiblis par les attaques israéliennes. Sans soutien militaire extérieur, le régime s'est retrouvé affaibli, fragilisé.

Sur le plan intérieur, Assad n'a pas pu s'appuyer sur l'économie en ruines du pays, dévasté par plus de 13 ans de guerre civile.

L'économie souffre de l'effondrement des infrastructures, de l'isolement international et des sanctions. Les conditions de vie des Syriens n'ont aussi cessé de se détériorer, rendant encore un peu plus impopulaire Bachar el-Assad.

L'armée syrienne s'est aussi retrouvée complètement désorganisée, et les abandons de postes face à l'avancée de l'opposition ont été légion. D'un autre côté, l'offensive menée par les rebelles, dont certaines sont soutenues par les militaires turcs, a été stratégique et bien coordonnée. Les groupes ont profité de la faiblesse du régime pour reprendre des villes clés et affaiblir encore davantage le contrôle d'Assad.

Avec la chute du régime, le pays se trouve à un tournant. Si l'opposition a pris le pouvoir en quelques jours, la reconstruction du pays et la stabilité politique restent totalement incertaines, alors que de multiples tensions subsistent entre les différents groupes d'opposition armés. Slate.fr 8 décembre 2024

Qui aurait pu prédire qu'après presque quatorze ans de guerre civile et cinq ans d'impasse, le régime s'effondrerait en moins de quinze jours?

Dans un récent entretien accordé à CNN, le chef rebelle a fait valoir deux points clés. HTC devrait former un gouvernement conservateur dans lequel l'islam jouera un rôle prédominant dans l'élaboration des politiques sociales et législatives. Il ne faut donc pas s'attendre à un régime démocratique et laïc, et les modalités précises restent floues. Slate.fr 9 décembre 2024

Du coup, les médias-oligarques déchaînés ont ressorti pour l'occasion leur propagande des 13 dernières années. En voici un bref aperçu.

- Chute de Bachar al-Assad en Syrie : le Kremlin ne confirme pas la présence de l'ancien dictateur en Russie - FranceInfo

- En Syrie, la chute de Bachar al-Assad met fin à cinq décennies d'un régime autoritaire et sanglant - FranceInfo

- Syrie : la prison de Saydnaya, l'enfer sur Terre - Paris Match

- Morts, déplacés... Les chiffres de l'horreur du régime de Bachar al-Assad en Syrie – BFMTV

- Syrie : Chlore, sarin, gaz moutarde... Mais qui détient les armes chimiques aujourd'hui ? - 20minutes.fr

- Guerre en civile en Syrie : Qui est Bachar el-Assad, l'autocrate déchu ? - 20minutes.fr

Autres éléments ou infos.

Al Jazeera : les nouvelles autorités syriennes demanderont à al-Bachir de former un gouvernement - RT 9 déc. 2024

L'opposition armée, qui a pris le pouvoir à Damas, confiera à l'homme politique syrien Mohammed al-Bachir la formation d'un gouvernement syrien de transition, selon la chaîne de télévision qatarie Al Jazeera. Mohammed al-Bachir a été élu président du Gouvernement de salut syrien (administration locale et de facto gouvernement des territoires contrôlés par le groupe terroriste Hayat Tahrir al-Cham à Idleb) en 2024.

Un média français aurait indiqué que le chef du gouvernement syrien, pour la période de transition, serait l'ex-Premier ministre syrien Riad Hijab, qui fut en fonction pendant une courte période en 2011 au début des manifestations contre le gouvernement d'Assad. Il s'échappa ensuite en Jordanie afin de s'associer avec l'opposition. RT 9 déc. 2024

L'Iran affirme que Bachar el-Assad n'a pas sollicité son aide - RT 9 déc. 2024

Le président syrien déchu Bachar el-Assad n'a «*jamais demandé*» d'aide à l'Iran, son principal soutien avec la Russie, pour combattre l'offensive rebelle, a affirmé le 8 décembre le chef de la diplomatie iranienne, Abbas Araghtchi.

Le gouvernement syrien «*ne nous a jamais demandé de l'aider*» sur le plan militaire, a déclaré Abbas Araghtchi à la télévision d'Etat, précisant avoir été «*surpris*» par la «*rapidité*» de l'offensive djihadiste et «*l'incapacité*» de l'armée syrienne à la repousser. À la suite de la prise de Damas par l'opposition, le ministre iranien des Affaires étrangères a mis en garde contre les risques de guerre civile en Syrie, d'effondrement du pays et de sa transformation en bastion terroriste.

Le chef de la diplomatie iranienne a également fait savoir que des contacts indirects ont lieu entre Washington et Téhéran au sujet de la Syrie. Abbas Araghtchi a d'ailleurs précisé que la future politique iranienne à l'égard de Damas dépendra de son positionnement à l'égard des chiïtes et de sa posture à l'égard de l'État hébreu. Le ministre a également mis en garde contre la possibilité d'une propagation des affrontements de la Syrie à l'Irak et à toute la région.

Après le renversement du président syrien, le président iranien Massoud Pezeshkian a déclaré que seul le peuple syrien avait le droit de choisir le système de gouvernement de son pays après la chute de Bachar el-Assad.

Détruire ce qui restait de la Syrie, ils en rêvaient, ils sont en train de le réaliser.

Dépôts d'armes, aéroports, navires... Israël mène de vastes frappes en Syrie pour détruire les sites militaires - BFMTV/AFP 10 décembre 2024

Des raids aériens pour détruire les capacités militaires de l'ancien régime de Bachar al-Assad. L'armée israélienne "*a détruit les principaux sites militaires en Syrie*" en menant environ 250 frappes contre le pays depuis la prise de Damas par les rebelles et la chute du président Bachar al-Assad dimanche.

Israël a entre autres bombardé des aéroports, des radars, des dépôts d'armes et de munitions et des centres de recherche militaires dans plusieurs régions, dont celle de Damas.

Israël a également endommagé des navires de la marine syrienne en attaquant une unité de défense aérienne près du grand port de Lattaquié, dans le nord-ouest du pays.

Dimanche, les États-Unis avaient mené "*des dizaines de frappes aériennes*" dans le centre de la Syrie visant "*plus de 75 cibles*" de Daesh, a annoncé le Centcom, le commandement militaire américain pour le Moyen-Orient.

Après la chute d'Assad, Israël étend son contrôle sur la région du Golan - Courrier international 10 décembre 2024

Dans le sud de la Syrie, "*Tel-Aviv avance déjà ses pions en vue d'assurer ses intérêts et prévenir une menace potentielle, un an après le traumatisme collectif du 7 octobre*", analyse le quotidien libanais L'Orient - Le Jour.

Après avoir pris dimanche le contrôle de la zone tampon à la lisière de la partie du plateau du Golan occupée, au lendemain de la chute du régime d'Assad, l'armée israélienne a poursuivi lundi 9 décembre sa progression sur le territoire syrien, rapporte le *Washington Post*.

Le fait de s'être emparé de la zone tampon démilitarisé sur les hauteurs du Golan, est une "*violation de facto de l'accord sur le désengagement de 1974, négocié par l'ancien secrétaire d'État américain Henry Kissinger et qui prévoyait notamment le stationnement dans cette région de soldats de maintien de la paix des Nations unies*", remarque L'Orient - Le Jour.

"*Il est important toutefois de souligner qu'Israël n'intervient pas dans le conflit en cours entre les groupes armés syriens ; nos actions sont uniquement centrées sur le maintien de notre sécurité*", a justifié lundi dans une lettre adressée au Conseil de sécurité de l'ONU, l'ambassadeur israélien Danny Danon. Les États-Unis ont, eux, dit s'attendre à ce que cette incursion israélienne soit "*temporaire*". "*Ce que nous voulons voir, en fin de compte, c'est que cet accord (de 1974, N.D.L.R.) soit pleinement respecté. Et nous veillerons à ce qu'Israël le fasse*", a précisé le porte-parole du département d'État, Matthew Miller.

Le média libanais *Al Mayadeen*, cité lundi soir par le quotidien israélien Haaretz, affirme que des tanks israéliens, qui se trouvaient dans le sud de la Syrie, ont aussi été aperçus à une vingtaine de kilomètres de la banlieue de Damas.

La durée indéterminée de la présence israélienne dans la zone tampon et sur le territoire syrien "*laisse entrevoir la possibilité d'une occupation à plus long terme*".

Haïti

Haïti : l'ONU fait état de 184 morts ce week-end - RT 9 déc. 2024

«*Le week-end dernier, au moins 184 personnes ont été tuées dans des violences orchestrées par le chef d'un puissant gang dans la capitale haïtienne, Port-au-Prince*», a déclaré Volker Türk, Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'Homme, ce 9 décembre lors d'une conférence de presse organisée à l'occasion de la Journée des droits de l'Homme.

La tragédie s'est déroulée dans le quartier défavorisé de Cité-Soleil, dont le principal groupe est le gang Vivre Ensemble dirigé par Monel Felix. C'est lui qui est à l'origine du massacre. Selon *The New York Times*, qui cite le Réseau national de défense des droits de l'homme, un groupe de défense des droits civils basé dans la capitale, son fils est tombé malade, à la suite de quoi le chef de gang a accusé les personnes âgées de Cité Soleil et les pratiquants du culte vaudou. «*Il a décidé de punir cruellement toutes les personnes âgées et les pratiquants vaudous qui, dans son imagination, seraient capables d'envoyer un mauvais sort à son fils*», a expliqué l'organisation dans un communiqué. La source citée par le quotidien américain indique également que les victimes étaient âgées de plus de 60 ans.

Selon le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'Homme, avec cette tragédie, «*plus de 5 000 personnes ont été tuées en Haïti depuis un an*».